

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61975

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Même dans des chapitres plus arides, portant sur les structures du pouvoir, Wolle parvient à insérer des exemples qui demeurent bien dans la ligne qu'il s'est fixée au départ: montrer l'impact sur la population des décisions prises au sommet par les dirigeants. Ainsi, une fiche est consacrée au commerce de livres anciens, une autre aux histoires drôles et aux cafés qui servaient de lieux de rencontre. On trouve aussi des têtes de chapitre peu courantes dans la partie qui traite des problèmes de société: »Le pays des bébés heureux«, »Les prénoms socialistes«, »A la recherche d'un appartement«, »La crise du café«. Il est également question du commerce des armes, des antiquités et même du traitement des détritiques. Pour ce régime cynique, tout pouvait s'échanger contre des devises puisqu'il n'hésita pas à tirer ainsi profit de ses dissidents. Beaucoup d'anecdotes illustrent la crise et l'écroulement de la RDA. Le ton est à la fois allègre et précis et l'effort pédagogique toujours présent, mais sans pesanteur aucune. Wolle aime aussi illustrer ses propos par des exemples empruntés à la littérature. Un ouvrage qu'il faut lire et relire ...

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Karl Heinrich POHL (Hg.), *Historiker in der DDR*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1997, 149 p. (Kleine Vandenhoeck-Reihe, 1580).

L'idée de Karl Heinrich POHL, professeur à l'Université de Kiel, était séduisante: inciter des historiens de l'ex-RDA à préciser le rôle de l'historiographie dans ce pays et à expliquer leur propre comportement. Ainsi des témoins et acteurs de l'instrumentalisation de l'histoire par le régime en place pourraient-ils réfléchir à leurs responsabilités propres.

L'ouvrage réunit quatre contributions d'inégal intérêt. BRAMKE et PETZOLD essaient d'opposer aux condamnations péremptoires des historiens est-allemands, accusés en bloc de s'être »prostitués au service d'un parti stalinien« (p. 29), d'autres jugements plus nuancés et, à mon sens, mieux fondés (Jarausch, Iggers, Klessmann, Fischer-Heydemann)¹.

Chacun, à partir de son expérience individuelle, souligne avec exemples à l'appui, d'une part la pression exercée par le parti, déterminante et incontournable dans certains domaines (histoire du KPD, du SPD, relations entre les deux partis, histoire du mouvement ouvrier), et d'autre part l'existence, surtout à partir de 1967 et plus encore dans les années quatre-vingt, d'espaces de liberté que les historiens n'ont pas toujours su utiliser (p. 41, 103). Pour échapper aux diktats des autorités politiques, ces deux historiens ont choisi d'étudier des sujets qui n'intéressaient pas directement le SED (p. 39-40 et 105-106). Par ailleurs ils notent que très peu »d'historiens ont refusé de coopérer« (avec le parti). PETZOLD l'explique par l'espoir que les »espaces de liberté scientifique augmenteraient au cours des ans« (p. 103), tandis que BRAMKE, sans le dire expressément, fait sienne, l'explication de Jarausch pour qui la non-dénonciation »du caractère dictatorial du régime« tient à l'idée que »l'utopie socialiste corrigerait ses défauts avec le temps« (p. 31). Cependant ni l'un ni l'autre ne pousse plus loin sa réflexion sur ce point. En revanche leurs exposés illustrent avec précision comment ont fonctionné les relations historiens-parti.

Les deux autres contributions beaucoup plus longues, respectivement 47 et 31 pages, sont d'un intérêt moindre. Le texte de BLASCHKE tient de l'auto-apologie, même si personne ne conteste l'intérêt de ses travaux sur l'histoire de la Saxe. Son attitude envers ce régime »exécré« (p. 45) est assez floue. D'une part il affirme qu'il n'a jamais eu l'intention d'être hostile à l'État (p. 72), ailleurs qu'il était prêt à prendre »ses responsabilités vis-à-vis du pouvoir« à condition de ne pas mettre en danger »sa vie ni même simplement sa liberté« (p. 89).

1 Nous avons rendu compte naguère dans *Francia* 17/3 (1990), p. 325f. du premier tome de ce dernier ouvrage, paru en 1988.

Sa »loyauté formelle« (p. 74) s'est manifestée à plusieurs reprises: comme il le dit joliment »die Verhältnisse erforderten es, mich auf die Realitäten einzustellen« (p. 56). Le plus surprenant dans cette biographie, c'est le nombre de voyages à l'étranger autorisés, et pour une part financés, par ce régime »exécré«. De 1953 à 1961: six semaines en Suède, quatre semaines en Hollande, Belgique et France, chaque fois avec sa femme, participation aux congrès d'archivistes et d'historiens en République fédérale. En 1969, Blaschke quitte les Archives de Dresde pour enseigner l'histoire à l'Université protestante de Leipzig. A ce titre il va reprendre ses voyages (à Washington en 1976). Après 1979, quoique surveillé par le MfS, l'État autorise de nouveau ses voyages dans le monde entier: Espagne, Grèce, Italie, France, Finlande, pays de l'Est et République fédérale. En 1989, la Frankfurter Allgemeine lui ouvre ses colonnes; il devient un des contempteurs les plus rigoureux de l'historiographie est-allemande (Bramke, p. 30). La dernière contribution est celle d'un »jeune« historien, né en 1954. Le problème chez lui est d'ordre psychique. Il conclut lui-même à l'inconséquence de son attitude qui alliait un rejet profond du régime à un conformisme de façade.

Si quelques-uns de ces témoignages sont décevants l'introduction de POHL, en revanche, pose remarquablement bien les problèmes auxquels les historiens de RDA ont été confrontés avant et après 1989. Il énumère les raisons de leur silence après l'unification, souligne l'intérêt de leurs explications sur leurs rapports avec le régime du »socialisme-autoritaire«, accepte, non sans réserves, les accusations des »historiens indépendants« contre leurs pairs, en essayant de comprendre en particulier la situation des historiens nés et formés en RDA. Il n'hésite pas à dénoncer la façon dont beaucoup d'historiens de l'Ouest abordent ces problèmes, condamne la focalisation sur les dossiers de la Stasi, essaie de préciser le rôle et l'importance réelle des rapports transmis à la Stasi par les participants aux Congrès internationaux. Bref, c'est l'exemple remarquable d'un historien ouest-allemand qui s'efforce de porter un jugement équilibré sur l'historiographie de l'ex-RDA.

Gilbert BADIA, Paris

Michael HOCHGESCHWENDER, *Freiheit in der Offensive? Der Kongreß für kulturelle Freiheit und die Deutschen*, München (R. Oldenbourg) 1998, 677 p. (Ordnungssysteme. Studien zur Ideengeschichte der Neuzeit, 1).

Michael Hochgeschwender a consacré sa thèse à l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture (Congress for cultural freedom, CCF) en Allemagne, organisation financée depuis les États-Unis par la CIA. L'action de contre-propagande, menée de longue date depuis les démocraties occidentales et largement soutenue par les États-Unis, est un élément qu'il ne faut pas négliger si l'on veut rendre compte du lent travail de sape des fondements idéologiques des régimes du bloc de l'Est.

Le CCF a été créé en juin 1950 à Berlin pour influencer les intellectuels européens en animant un réseau destiné à contrer la menace de l'Union soviétique. Ses présidents d'honneur furent des personnalités culturelles de renom: Benedetto Croce, John Dewey, Jacques Maritain, Karl Jaspers et Bertrand Russell. Il rassembla un large éventail d'intellectuels non-communistes jusqu'au scandale suscité en 1966-1967 à l'annonce de la révélation de son financement par les services secrets américains. L'Association Internationale pour la liberté de la culture (IACF), créée ensuite, ne devait jamais retrouver le rayonnement du CCF, et finit par s'étioler doucement.

Hochgeschwender a eu accès aux archives du CCF à Austin (Harry Ransom Humanities Research Center), à Boston (The Boston University Library) et à Chicago (Joseph Regenstein Library). Il a complété cette approche par des recherches dans de nombreux fonds en Allemagne et en Autriche et par des interviews de témoins (Melvin J. Lasky et Siegfried Lenz). Son premier objectif est de retracer l'historique des activités du CCF en Allemagne